

CIBLE

Alinéa

Au début de l'année, la présidence autrichienne de l'Union européenne a annoncé son intention de relancer le projet de « traité constitutionnel » rejeté par les Français et les Hollandais.

À Vienne, on murmure qu'on pourrait amputer le texte, lui ajouter un protocole social ou encore appliquer sans le dire certaines de ses dispositions...

Pour respecter la volonté exprimée par référendum le 29 mai, pour couper court aux manoeuvres qui confirment que l'oligarchie européenne pratique avec un cynisme tranquille le déni de démocratie, il suffit de reprendre le vœu exprimé par Marc Dolez.

Ce député – seul parlementaire socialiste à avoir voté contre la révision du 28 février 2005 – constate que le Congrès se réunira prochainement pour donner une valeur constitutionnelle à l'abolition de la peine de mort. Il demande qu'à cette occasion, députés et sénateurs ôtent de l'article 88-1 l'alinéa qui prévoit que la France « peut participer à l'Union européenne dans les conditions prévues par le traité établissant une Constitution pour l'Europe... ».

Il faut, sans délai, se rendre à la simple raison juridique.

ÉCONOMIE

Illusions sur la Chine

Énergie

**Avec
la Russie**

p. 5

Idées

**Le cas
Edwy Plenel**

p. 9

Réforme empêchée

Un Haut Conseil de l'Éducation a été créé par la loi Fillon du printemps dernier. Il doit fixer un socle commun de connaissances pour tous les élèves des collèges et des lycées. Premier échec : l'un de ses membres, jugé trop réformateur, est prié de démissionner.

Laurent Lafforgue est mathématicien. Ancien élève de l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm, ses découvertes lui valent d'obtenir, en 2002, la médaille Fields, le *Prix Nobel* des mathématiques, pour lesquelles la fondation d'Oslo ne prévoit pas de récompense. Auteur avec d'autres scientifiques, en 2004, d'un rapport sur *Les savoirs fondamentaux au service de l'avenir scientifique et technique*, il est appelé à siéger au tout nouveau *Haut Conseil de l'Éducation* (H.C.E.).

Le lendemain de la première réunion, tenue le 17 novembre, il est cependant prié de démissionner, par le président du conseil. Pour quelle raison ? La *violence passionnée* de certains de ses propos. Dans un courrier électronique adressé à tous les membres du H.C.E., Laurent Lafforgue réagissait vivement au projet de recruter un groupe d'experts au sein des administrations centrales de

l'Éducation Nationale (Inspections et autres Directions). Pour lui, ce serait comme demander aux « *Khmers rouges de constituer un groupe d'experts pour la promotion des Droits Humains* » (1). Le scientifique a en fait pris position dans un débat qui agite beaucoup l'Éducation Nationale. S'appuyant sur une littérature abondante, émanant souvent de jeunes enseignants désabusés (2), Laurent Lafforgue estime que l'on doit désormais remettre le *savoir* au cœur du système, et non plus l'élève, comme l'avait imprudemment annoncé un autre scientifique, alors ministre de l'Éducation. Le mathématicien veut rompre avec une « *idéologie qui consiste à ne plus accorder de valeur au savoir* », aujourd'hui promue par les grands corps dont il refuse justement la représentation dans les nouvelles instances. Il s'en prend au mythe de « *l'élève au centre du système* [construisant] *lui-même ses savoirs* », et va même plus loin en affirmant que le défi majeur

de l'Éducation Nationale, est d'éviter la « *résorption des poches de succès* » plutôt que réduire les « *poches d'échec* », selon une vision naïve du *pédagogiquement correct*.

Il en veut pour preuve une étude toute récente de l'*Association des professeurs de Lettres*, constatant la généralisation des carences lexicales, de syntaxe simple ou de grammaire de phrase des élèves, quelles que soient leurs origines sociales. Les documents d'accompagnement à la mise en œuvre des programmes, remis aux professeurs enseignant en classe de troisième, à cet égard, sont une autre source d'inquiétude. Ils nous feraient presque rire, s'il ne s'agissait pas de l'avenir de notre pays. Proscrivant l'analyse grammaticale et logique des phrases, ils recommandent de privilégier *trois approches complémentaires* :

- **la dimension locutoire**, c'est-à-dire le fait de produire des énoncés structurés, organisés et ayant un sens ;

- **la dimension illocutoire**, c'est-à-dire le fait de rechercher à exercer une action sur autrui en lui parlant (l'interroger, lui donner un ordre, lui interdire de faire quelque chose, le convaincre ou le persuader...) ;

- **la dimension perlocutoire**, c'est-à-dire l'effet sur l'interlocuteur, qui répondra ou non à la question, qui exécutera ou non l'ordre... [...].

Le membre du H.C.E. démissionnaire en tire la conclusion que : « *les experts ou prétendus tels à qui a été confiée la rédaction des programmes de français sont tout simplement des cinglés* ».

On ne peut que souhaiter la nomination d'experts réellement indépendants, sur lesquels les responsables politiques pourraient s'appuyer. Dans la même missive acerbe, l'auteur rappelle que les programmes scolaires les plus simples étaient ceux de 1923: ils tenaient en cinq pages, toutes matières confondues. Ce sont ceux qui ont permis l'intégration de nombreuses populations d'origines étrangères, notamment dans les communes populaires de la région parisienne. Ces programmes ne sont plus aujourd'hui utilisés que dans quelques cours privés parisiens, auxquels les enfants de l'oligarchie ont accès au prix fort...

Eugène MEUTHELET

(1) Laurent Lafforgue a décidé lui-même de rendre public ce document, consultable sur : www.ihes.fr/~lafforgue/

(2) En particulier Élisabeth Altschull - « *L'école des ego : contre les gourous du pédagogiquement correct* », Albin Michel, 2002, prix franco : 14,50 €. Cf. *Royaliste* n°803.

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND MENDOUIN

SOMMAIRE : p.2 : Réforme empêchée - p.3 : Une monnaie de riches - Au-delà - p.4 : Chirac en maître illusionniste - p.5 : Indépendance énergétique - p.6/7 : Chine. Quel cauchemar ! - p.8 : Pour l'économie politique - p.9 : Le cas Edwy Plenel - p.10 : Au royaume du bonheur national brut - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Pharaon le petit.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Une monnaie de riches

La Commission européenne vient de publier deux sondages dont les conclusions s'inscrivent à rebours de la pensée unique professée par les partisans d'une Union européenne ultra-libérale.

L'impertinence de ces conclusions et le faible intérêt porté par les media sur l'Europe, expliquent sans doute le mutisme qui a accompagné leur parution.

Entre le 5 et le 14 octobre 2005, 12 035 citoyens âgés de 15 ans et plus dans les douze États membres de la zone euro ont ainsi été questionnés. Les résultats de ces deux sondages *Eurobaromètre 64* et *Eurobaromètre 175* ayant respectivement pour thèmes *L'opinion publique dans l'union européenne* et *L'euro, quatre ans après l'introduction des billets et des pièces* sont en effet pour le moins dérangeants.

Au chapitre de la facilité d'utilisation, la monnaie euro devient de plus en plus une référence pour le calcul des prix.

Toutefois, si 53 % des sondés indiquent que l'euro ne leur cause pas de difficulté du tout, 47 % éprouvent encore des difficultés à utiliser l'euro. Par ailleurs, si une grande partie des citoyens de la zone euro continuent de calculer le prix des achats exceptionnels dans leur ancienne monnaie nationale, 56 % des Européens calculent en euros (+ 4 % en un an) pour les achats quotidiens.

C'est sur les plans des habitudes de consommation et de la perception des prix que les choses se gâtent.

Pour 65 % des citoyens interrogés, l'introduction de l'euro a modifié les habitudes de consommation : 39 % disent acheter moins par « crainte de trop dépenser » et 26 % (29 %

en France) acheter plus « en raison de la difficulté de se rendre compte de la dépense réelle ».

La perception des conséquences de l'adoption de l'euro est un vrai poème :

- une écrasante majorité de 93 % des Européens pensent que l'euro a contribué à faire flamber les prix. Seulement 5 % des citoyens estiment que l'euro n'a eu aucun impact sur les prix ;

- les citoyens restent sceptiques à propos de la contribution de l'euro à la convergence des prix ;

- le nombre d'Européens considérant l'adoption de l'euro comme une opération globalement avantageuse est en chute constante depuis la publication du premier baromètre en septembre 2002 (- 8 %) ;

- parallèlement, le nombre de ceux qui pensent que l'euro a été une « opération globalement désavantageuse » est lui passé, sur la même période, de 29 à 39 % ;

- des disparités nationales s'expriment notamment avec les Pays Bas, la Grèce et l'Allemagne où une majorité de citoyens affirme que « l'adoption de l'euro est globalement désavantageuse ».

En quatre années, l'euro a manifestement échoué dans sa conquête des populations européennes.

Le rapprochement de cette étude de celle sur l'opinion publique apporte quelque lumière. En effet, l'opinion selon laquelle « l'appartenance de son pays à l'Union européenne est une bonne chose » est en recul de 54 % à 50 %. Un citoyen

européen sur deux pense donc exactement le contraire. Est-ce si étonnant lorsque nos principales préoccupations... sont des craintes ?

Cité par 44 % des répondants, le chômage reste le principal sujet d'inquiétude (57 % dans les nouveaux États membres). La situation économique constitue la seconde source de préoccupation la plus souvent mentionnée (26 %) avec une oscillation pour les anciens États membres de 4 % en Irlande (pays non-membre de la zone euro) et l'Allemagne (43 %).

La politique de la Banque Centrale Européenne paraît bien insensée :

- la lutte contre une inflation perçue par la quasi-totalité des Européens lors du passage à l'euro, niée alors par la BCE, est devenue un sujet de préoccupation majeure pour les oligarques de cette institution en 2005. En vue de lutter contre cette inflation *imaginaire*, la hausse du taux de refi décrétée souverainement par M. Trichet en décembre dernier (1), contribuera à accentuer le renchérissement structurel de l'euro par rapport au dollar et au yuan, accélérera les délocalisations, alimentera la récession et le chômage.

L'euro apparaît décidément comme une monnaie de riche. Elle est rare, précieuse en soi, chère, et offre un grand pouvoir d'achat à qui la possède. Malheur aux travailleurs de toutes catégories, chefs d'entreprises, qui doivent obtenir le privilège de se nourrir de ses dividendes. Une telle monnaie ne sert pas l'intérêt des peuples. Elle doit donc disparaître.

Jean LATOUR

(1) *Royaliste* n°871 et démonstration de Gérard Lafay in « *Initiation à l'Économie internationale* », Économica, 2004.

Au-delà

Janvier aura vu la commémoration très médiatique de la disparition de François Mitterrand. Déballage sur le marché de la nostalgie : sondages stupides, réunions d'héritiers se détestant. Certains voudraient encore qu'il nous parle, d'où il est... Les documentaires télévisés sont plus intéressants.

Nous connaissons par cœur la carrière de ceux qui défilent à l'écran. Leurs discours ne nous intéressent plus aujourd'hui, et nous nous mettons à les regarder. Il ne reste plus que leurs gestes, éloquentes. Les *hommes du président* entourent le président, portent la serviette, se bousculent pour l'aider à enfiler un manteau ou à nouer l'écharpe autour du cou. Petits Saint-Simons, nous observons *la Cour*. Au milieu d'eux, François Mitterrand semble s'amuser, déployant tous ses talents.

Le chef de l'État nous donne un cours d'histoire. On sort de l'anecdote quand on l'entend avouer - avec la voix d'un aplomb que l'on ne connaît plus - qu'il est le *président de la République française*, et à ce titre aussi *l'héritier des rois de France* à un journaliste un peu plus curieux que les autres.

Les gestes sont ceux de celui qui n'a de compte à rendre à personne, en tous cas pas à son entourage. Mais à qui ? Au peuple ? Il est divisé. Aux exégètes journalistes ? À ceux qui l'encensent alors à gauche ? À ceux qui le haïssent à droite ? Et l'on se dit que l'on a l'explication : Mitterrand se savait *souverain*. Les Français l'avaient compris. Ils en auraient bien voulu, mais ne pouvaient finalement pas l'accepter. Les jeunes militants de la NAR se souviendront de la leçon.

Christophe BARRET

Chirac en maître illusionniste

Condamnée par le Medef, approuvée par les syndicats, l'annonce par Jacques Chirac d'une modification de l'assiette des cotisations sociales est une fausse bonne idée dont les effets risquent d'être contraires au but poursuivi.

« **P** arce que nous voulons renforcer nos atouts pour l'emploi et garantir un haut niveau de protection sociale, nous allons ouvrir le chantier de la réforme de son financement. » Par cette déclaration faite lors de la présentation de ses vœux radiotélévisés aux Français le samedi 31 décembre dernier, Jacques Chirac a pris tout le monde de court. D'autant que, en bon communicant, mais en piètre politique (car ne s'agit ni plus ni moins que d'un effet d'annonce), le président de la République a su ménager le suspens.

Au cours de la semaine qui a suivi, traditionnellement réservée aux vœux, à chacune de ses interventions, il a distillé des précisions : le mardi, à l'occasion des vœux du gouvernement, le mercredi, devant la presse, mais c'est le jeudi, avec les forces vives de la Nation, qu'il est allé au fond des choses. Pour le chef de l'État, les cotisations socia-

les patronales ne doivent plus reposer uniquement sur les salaires, mais sur la valeur ajoutée par les entreprises. En élargissant l'assiette des cotisations, il fait d'une pierre deux coups : il permet, d'une part, de diminuer la part de salaire indirect, donc le coût du travail, qui pèse sur la compétitivité des entreprises et l'emploi, et, d'autre part, de renflouer les caisses de la Sécurité sociale, dont le déficit ne cesse de s'aggraver.

C'est, du moins, ce que nous dit la théorie économie ultralibérale, mais, si le projet présidentiel voyait le jour, la réalité risque d'être tout autre. En outre, c'est la nature même de la protection sociale qui en serait modifiée. Certes, avec l'instauration de la Contribution sociale généralisée (CSG) en 1991 par Michel Rocard alors Premier ministre, le financement de la protection sociale fut étendu à l'impôt, mais jamais il n'avait été question de diminuer le salaire global (salaire net + cotisations sociales salariales et

patronales). Or, la proposition de Jacques Chirac aurait pour effet de diminuer les salaires, spoliant, ainsi, les travailleurs. Lorsque le système de protection sociale a été institué en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les cotisations (1) (salariales et patronales) correspondaient à du salaire différé : les employés acceptaient de se priver d'une part de leur rémunération pour se prémunir contre les risques (vieillesse, maladie, accident du travail, puis, plus tard, chômage) et le coût que représente la famille.

Précisons, également, que les études économiques sérieuses (2) montrent que la relation entre coût du travail et emploi n'est pas aussi clairement établie que le prétend le patronat. Depuis une vingtaine d'années, la part des salaires dans la valeur ajoutée ne cesse de diminuer et l'emploi, de se dégrader. En 1993, sous le gouvernement d'Édouard Balladur, la loi quinquennale a instauré les allègements de cotisation sociale des entreprises sur les bas salaires, sans exiger de contreparties. Cette mesure aurait dû, selon les différentes projections, créer entre quarante et soixante dix mille emplois pour un allègement de l'ordre du milliard de francs. En l'espace de dix ans, elle a coûté mille milliards de francs à la collectivité. Avec le recul, on constate qu'elle n'a eu aucun effet sur l'emploi.

Les salaires sont certes un coût, mais ils sont aussi un revenu qui permet aux salariés

de consommer, donc de faire fonctionner la machine économique. Dans un pays comme la France où la croissance est tirée par la consommation plus que par les investissements (les entreprises préférant distribuer les profits sous formes de dividendes aux actionnaires plutôt que d'investir), une baisse généralisée des salaires serait une erreur.

Les recettes de la Sécurité sociale augmenteraient-elles pour autant ? Il est fort probable que les entreprises auraient recours à toutes sortes de subterfuges pour diminuer leur valeur ajoutée. À l'inverse du salaire qui constitue une assiette relativement stable, vérifiable, la valeur ajoutée n'est qu'une valeur comptable, artificielle, modifiable par loi ou par décret (3). On peut également penser que l'adoption d'une telle mesure aurait des effets néfastes sur l'emploi, notamment en accroissant la précarité. Les entreprises auraient, en effet, intérêt à recourir à l'intérim : les salaires versés à cette catégorie de travailleurs venant en déduction de la valeur ajoutée.

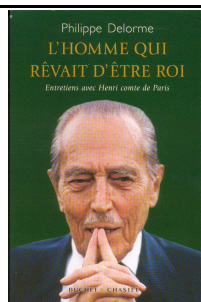
Paradoxalement, les syndicats, à l'exception de la CFE-CGC, ont approuvé le Président de la République, alors que le Medef s'y est opposé en prétextant qu'une telle mesure nuirait à l'investissement. Probablement parce qu'ils avaient encore la gueule de bois. En tout cas, les négociations qui devraient s'ouvrir sur le sujet risquent d'être surréalistes. Chirac aura une nouvelle fois réussi à semer le trouble.

Nicolas PALUMBO

(1) Au milieu des années 1980, le patronat a tenté, avec succès, de substituer au terme de *cotisations* celui de *charges* : le glissement sémantique ne saurait être fortuit. Aujourd'hui, pour tout le monde, la protection sociale est une charge imposée que l'on paie de mauvaise grâce, et non plus une cotisation à laquelle on consent par solidarité.

(2) cf. notamment Jérôme Gautié - « *Coût du travail et emploi* », collection Repères, La Découverte, prix franco : 10 €.

(3) cf. Gérard Filoche & Jean-Jacques Chavigné - « *Chirac, la valeur ajoutée et le financement de la Sécurité sociale* », in *Force militante pour la démocratie et le socialisme* (mensuel).



VIENT DE PARAÎTRE

Dans les années quatre-vingt-dix, Philippe Delorme avait eu une longue série d'entretiens avec feu le comte de Paris. Il les publie aujourd'hui dans un livre intitulé « *L'homme qui rêvait d'être roi* ».

Ce livre est disponible à notre service librairie au prix de 18 euros franco de port. On peut également l'acheter en ligne sur notre site internet www.narinfo.fr.st

Indépendance énergétique

Il faut aider la Russie à devenir le partenaire responsable dont l'Europe et le monde ont besoin en matière énergétique. Ce sera l'enjeu de la présidence russe du G 8 en 2006.

Le conflit gazier russo-ukrainien a fourni l'occasion d'une désinformation extraordinaire qui a diabolisé à nouveau la Russie du président Poutine. On n'a fait aucun crédit à la stratégie cohérente poursuivie avec ténacité par le chef de l'État russe envers et contre tout. Celle-ci avait commencé en 2003 avec la destitution du patron de la principale société pétrolière nationale *Yukos*. M. Khodorkovski, qui négociait une prise de contrôle américaine, est alors passé pour une victime. Ensuite, l'État a acquis la majorité de *Gazprom*, premier producteur et exportateur mondial de gaz. Poutine a placé un fidèle à sa tête, peut-être même son dauphin (en 2008) bientôt promu numéro deux du gouvernement. Tout ceci peut paraître suspect aux yeux de certains qui ont rejeté toute notion de politique industrielle. Le secteur énergétique courait le risque d'être complètement dépecé, livré à l'encan, en profitant d'une sous-appréciation liée à des prix de vente outrancièrement minorés depuis l'époque du collectivisme soviétique et du centralisme de l'URSS, prix qui étaient, en outre, générateurs d'une consommation excessive et irrationnelle dans les pays bénéficiaires. Un retour à la vérité des prix, progressif et négocié, s'imposait pour parvenir à des bilans transparents. Qui pourrait y objecter en bonne logique économique ?

Mais outre l'intérêt national russe, qui apparaît évident, il y va aussi de l'intérêt de toute

l'Europe, et en particulier de la France. Il est essentiel en effet de pouvoir reposer sur un partenaire fiable, autant que de diversifier ses sources d'approvisionnement (Algérie, mer du Nord, nucléaire) ainsi que d'acheminement : on sait l'importance stratégique que revêt le tracé des oléoducs et des gazoducs à travers l'Asie centrale puis l'Europe. L'Ukraine comme pays de transit principal vers l'Ouest avait acquis ainsi un pouvoir de *chantage* et non, comme on a voulu l'affirmer, la Russie qui, comme producteur, dépend de ses exportations. Moscou a au contraire multiplié les accords visant à construire des accès alternatifs comme le récent projet sous la mer Baltique qui irrite les pays que ce gazoduc éviterait, la Pologne et la Hongrie qui se sont aussitôt liguées avec Kiev. Que l'ex-chancelier allemand Schröder ait pris la tête du consortium européen qui doit financer ce projet a encore donné matière à ses détracteurs. Pourtant ce n'est que l'intérêt bien compris d'une politique d'indépendance énergétique de l'Allemagne, du Benelux et de la France.

Le président Poutine, qui exerce pour l'année 2006 la présidence du groupe des pays les plus industrialisés, le G 8, entend placer le thème de la sécurité énergétique en tête de l'ordre du jour du sommet qui se réunira à Saint-Petersbourg à l'été. Loin de se demander s'il est le mieux qualifié pour occuper cette position, il faut saisir la chance qui s'offre de dessiner un nouveau modèle pour l'Europe et le monde.

Encore conviendrait-il de ne pas arriver à Saint-Petersbourg en ordre dispersé, d'avoir réfléchi au préalable à une politique énergétique d'abord nationale puis européenne enfin internationale. M. Poutine, dit-on, n'a pas d'idées neuves en la matière. Que la France et l'Europe n'en ont-elles ! Ce que l'on reproche à Vladimir Poutine, et de même à George Bush et surtout son vice-président Bill Cheney, n'est-ce pas de faire du pétrole une politique ? La critique légitime porte sur les méthodes non-conformistes, les dérives autoritaires, les prises d'intérêt personnelles. Mais gardons-nous de jeter l'enfant avec l'eau du bain.

Les problèmes énergétiques sont en train de retrouver une importance qu'ils n'avaient plus depuis la crise du pétrole de 1973. Or, il semble que nos autorités aient été prises par surprise, croyant avoir définitivement privatisé le secteur. Le reste du monde ne partage pas cette indifférence, à commencer par le plus capitaliste, les États-Unis. Il est révélateur que cette nouvelle prise de conscience se fasse à l'instigation du président Poutine. Celui-ci s'affirme ainsi comme un fédérateur européen, ce qui en dit long du vide politique à l'intérieur de l'Union européenne. Ceci va au-delà d'un simple dialogue entre l'Union et la Russie comme un partenaire extérieur parmi d'autres, mais implique la posture mondiale de l'Europe, Russie incluse, sur le marché de l'énergie (Moyen-Orient, Afrique, Chine, États-Unis, Venezuela). Le chantier demeure entier. Il vaut qu'on s'y investisse.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ESPAGNE** – Dans son traditionnel message de Noël, le roi Juan Carlos a particulièrement insisté sur la nécessité du respect de la Constitution (le mot revient six fois dans son discours...) ce qui n'a pas manqué d'être remarqué par les observateurs. Après avoir souligné les progrès accomplis par le pays pendant les dernières décennies, le roi a déclaré : « *Sans elle [la Constitution], sans le respect et la loyauté à ses règles, valeurs et principes et sans l'effort de tous, ne pourraient s'expliquer ni la modernisation qu'a vécue l'Espagne ni la stabilité politique, économique et sociale enviable dont nous avons joui.* » Il a ajouté : « *Il est certain que nous vivons des avancées mais également quelques difficultés. Et nous devons nous efforcer de les résoudre d'un commun accord. À cet effet, nous devons recourir au dialogue responsable et sincère, dans le respect de notre cadre constitutionnel, en utilisant les voies institutionnelles et démocratiques, en favorisant toujours la prédominance de ce qui nous unit, jamais de ce qui nous peut séparer, en favorisant la concorde, le consensus et le respect mutuel qui ont rendu possible notre stabilité et notre progrès.* »

♦ **KOWEÏT** – Cheikh Jaber al-Ahmad al-Sabah qui régnait depuis vingt-huit ans sur le petit émirat est décédé le 15 janvier. Selon l'accord d'alternance au trône des deux branches de la famille régnante les al-Salem et les al-Jaber, c'est son cousin, le prince héritier cheikh Saad al-Abdallah al-Salem al-Sabah, qui a été proclamé émir. Mais il s'agit d'un vieil homme à la santé fragile et il est probable que ce sera l'actuel Premier ministre, cheikh Sabah al-Ahmad al-Sabah, qui restera l'homme fort du pays. En effet, c'est ce dernier qui dirigeait *de facto* l'émirat depuis l'attaque cérébrale qui avait frappé cheikh Jaber il y a cinq ans.

♦ **ÉMIRATS ARABES UNIS** – C'est au cours d'un voyage en Australie, que l'émir de Dubaï, cheikh Maktoum ben Rachid al-Maktoum, 62 ans, est décédé victime d'une crise cardiaque. Il était également Premier ministre et vice-président de la fédération émiratie. C'est son frère cadet cheikh Mohammad ben Rachid al-Maktoum, âgé de 57 ans, qui lui succède. Ce dernier depuis toujours avait été étroitement associé à la gestion de l'émirat et c'est lui qui a été l'instigateur de la transformation spectaculaire de celui-ci au cours des dernières années.

♦ **MONTÉNÉGRO** – Dans un entretien accordé à *Point de Vue*, le prince Nicolas Petrovitch-Niegosh, arrière-petit-fils et seul héritier de Nicolas I^{er} le dernier roi de Monténégro, a déclaré : « *Si demain les Monténégrins avaient besoin de prendre appui sur cette valeur historique et patrimoniale [le prestige de la dynastie des Petrovitch-Niegosh], je n'aurais pas le droit de les en priver. (...) Avant le conflit yougoslave, je n'avais jamais pensé à tout cela. Mais maintenant j'y pense de plus en plus et je n'exclus a priori aucune possibilité* ».

Quel cauchemar !

T

aux de croissance éblouissant, excédent commercial mirifique : les médias nous entretiennent avec enthousiasme du miracle chinois. Les chiffres ne sont pas niables mais qu'en est-il de la société chinoise ?

Philippe Cohen, journaliste à *Marianne*, et Luc Richard, jeune écrivain qui vit en Chine et parle le mandarin, décrivent dans un livre récemment publié l'envers du décor : la misère qui frappe le monde rural, le chômage de masse, la surexploitation de ceux qui travaillent, la corruption des bureaucrates. Ils soulignent surtout le vice caché du prétendu modèle : la dictature du Parti communiste, qui seule rend possible l'application des recettes ultra-libérales.

■ **Royaliste : Quel est le point de départ de votre livre ?**

Philippe Cohen : Une enquête pour *Marianne*. Je voulais décrire le modèle chinois tel qu'il fonctionne en évitant le circuit destiné aux journalistes occidentaux, qui consiste à se rendre à Pékin et à Shanghai, à s'émerveiller devant les nouveaux gratte-ciel, et les bobos pékinois, bref à célébrer la dynamique de l'économie chinoise. Je voulais quant à moi enquêter sur l'envers du décor.

Je n'aurais pas pu faire ce travail sans Luc Richard, qui vit en Chine depuis trois ans et qui parle le mandarin. Quand je me suis trouvé sur place, j'ai pensé que notre enquête dépassait le cadre d'un dossier de magazine : il fallait publier un livre pour décrire les dizaines de millions de chômeurs, l'armée de réserve que constituent les *mingong* (paysans migrants), l'absence de droits sociaux et de droits tout court puisque, au-dessus de la loi, appliquée ou pas, il y a le Parti

communiste. Tous ces ingrédients entrent dans la constitution d'un système qui peut être défini comme un paradis néo-libéral.

■ **Royaliste : Il semble qu'on ait oublié, en Occident, le rôle du Parti...**

■ **Philippe Cohen** : Par une formidable ironie de l'histoire, les dirigeants communistes chinois sont en train de réaliser le rêve de réforme néo-libérale que tentent d'imposer les dirigeants politiques en Europe et aux Etats-Unis : flexibilité totale, temps de travail maximum (13-14 heures par jour), absence de sécurité sociale et de retraite, absence de droit au chômage pour une grande partie de la population. Autrement dit, la Chine réalise le rêve néo-libéral tel qu'il ne peut être appliqué dans les pays développés, la possibilité de faire baisser tous les prix ! Au fond, la Chine joue un rôle de plus en plus stratégique dans le fonctionnement pratique du capitalisme (cf. la thématique du *plus grand marché du monde*)

comme dans ses soubassements idéologiques.

Telle est la réalité qu'il est passionnant d'observer ; tel est le scandale que nous voulons faire éclater.

■ **Royaliste : Le scandale, c'est la fonction attribuée à ceux qu'on désigne, à la manière française, comme les exclus de la dynamique économique...**

Luc Richard : En effet. On parle souvent des oubliés du miracle chinois, des laissés-pour-compte de la croissance, des problèmes que rencontrent les paysans. Mais ces laissés-pour-compte, loin d'être exclus, constituent en réalité le socle du modèle chinois : ce sont eux qui permettent la fabuleuse croissance de l'économie. Si la main d'œuvre n'était pas aussi abondante et aussi peu payée, les exportations chinoises seraient de toute évidence beaucoup moins compétitives car il y a encore peu d'innovation en Chine et les produits fabriqués sont de qualité médiocre. De même, lorsqu'on évoque le problème du

chômage en Chine, on ne dit pas que ce chômage est une réussite pour les dirigeants chinois.

■ **Royaliste : Vous allez peut-être un peu loin !**

Luc Richard : Je constate que ce n'est pas l'introduction de l'économie de marché qui a entraîné la réforme du secteur économique étatisé : cette réforme, qui a engendré un chômage massif, est le résultat d'une décision délibérée du pouvoir politique. Le Parti communiste a piloté la transformation du secteur d'État afin de créer un système parfaitement flexible puisque ces chômeurs vivent de petits travaux précaires : tel est bien le but que s'assignait le Parti.

Pour la première fois, les statistiques officielles indiquent que le nombre de Chinois en situation de pauvreté absolue a augmenté alors que le nombre des pauvres était en diminution depuis 1980. La situation des paysans se dégrade : leurs revenus ont augmenté depuis une vingtaine d'années mais les frais pour l'éducation et la santé ont atteint des niveaux tellement élevés qu'ils subissent un appauvrissement réel. Là encore, ce n'est pas l'effet d'un automatisme ou d'un oubli : la privatisation de l'enseignement et la commercialisation de la santé sont l'effet d'une volonté politique et la croissance chinoise s'appuie sur de fortes inégalités.

Prenons l'exemple du système de santé : du point de vue de l'efficacité, la Chine occupe le 132^e rang mondial, et du point de vue de l'équité

(possibilité d'accès aux soins etc.) elle tombe au 188^e rang. Un nombre considérable de personnes ne peuvent pas se payer une consultation médicale.

Quant à l'enseignement, neuf années de scolarité sont obligatoires, mais elles sont payantes (elles coûtent cher, et encore plus à la campagne) et beaucoup de familles ne peuvent pas financer les études de leurs enfants.

■ Royaliste : Les carences que vous soulignez ne sont-elles pas momentanées ?

Philippe Cohen : C'est la première illusion que nous avons voulu dénoncer ! Les néo-libéraux affirment que la croissance va améliorer la situation des populations chinoises en s'appuyant sur les modèles japonais et coréen : après une phase de décollage économique, il a suffi d'une génération pour que les salaires des ouvriers de ces deux pays rejoignent à peu près les niveaux occidentaux. Or il existe une exception chinoise qui tient à deux facteurs : la taille du pays et l'existence d'une dictature. La Chine n'est pas une économie de marché : elle est dirigée par une main de fer et c'est pour cette raison que les salaires peuvent rester à un niveau extrêmement bas.

Nous expliquons dans le livre que le Parti communiste tient un certain nombre de leviers qui ne sont pas très apparents mais qui sont essentiels au système de redistribution.

■ Royaliste : Par exemple ?

Luc Richard : Un certain nombre de prix de matières premières et de prix agricoles sont fixés par le Parti. Les décisions sur les prix agricoles sont particulièrement importantes car c'est une façon de maîtriser indirectement les migrations des campagnes vers les villes. Si les prix augmentent, les paysans seront plus nombreux à rester la campagne, s'ils baissent, ils partent massivement tenter leur chance en ville. Actuellement, le nombre des paysans qui quittent la terre est de 13 millions par an. Or le gouvernement voudrait augmenter le flux et parvenir à 20 millions de départs annuels.

À cela s'ajoute le système des *hukou*, qui concerne le droit à la résidence. Un certain nombre de migrants ont le droit de travailler en ville, mais ils ne peuvent pas amener leur famille, ils ne bénéficient pas

de la scolarité gratuite et ils doivent payer diverses taxes.

D'autres interventions gouvernementales tiennent au fait que l'État est propriétaire du sol. C'est l'appareil du Parti qui délivre les permis de construire pour les grands immeubles, ce qui est un moyen d'enrichissement pour la bureaucratie communiste : dans toutes les villes on voit des immeubles vides construits sous la pression de ces bureaucrates avides de pots-de-vin.

Tout indique qu'il n'y aura pas, à brève ou moyenne échéance, de rattrapage économique accompagné d'un relèvement des salaires chinois qui placerait les ouvriers européens et américains en meilleure posture. Le prix chinois est installé de manière du-

tionnelles autorisées par les bas salaires chinois.

■ Royaliste : La troisième illusion est politique...

Philippe Cohen : On voudrait nous faire croire que l'économie de marché entraîne forcément l'avènement de la démocratie. La Chine démontre exactement le contraire : une économie de marché fonctionne parfaitement avec un régime dictatorial. Ce constat avait déjà été fait au Chili puisque c'est la dictature de Pinochet qui a expérimenté la première le modèle néo-libéral, sur les conseils avisés des économistes de la fameuse *École de Chicago*. Et nous voyons bien aujourd'hui que l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (O.M.C.) n'a pas amélioré les

certainement pas pour le Parti communiste.

C'est sans doute en raison de cette menace politique que les dirigeants communistes ont la volonté obsessionnelle de faire partir 400 millions de paysans vers les villes. Les conséquences humaines, sociales et écologiques de cette politique de liquidation d'une partie de la paysannerie chinoise sont incalculables.

Luc Richard : Je voyage beaucoup dans toute la Chine depuis que je m'y suis installé. S'il est vrai que la vie des paysans s'est améliorée depuis la période maoïste en certains endroits, l'expérience de la campagne chinoise dans son ensemble est absolument terrifiante. Il suffit de prendre le train pour la Mandchourie : on voit des campagnes très polluées, en voie de désertification. En fait, la Chine qui se développe, celle que vous voyez dans les reportages télévisés, est limitée à la région côtière et à quelques grandes villes. Mais dans l'ensemble, la Chine reste un pays du tiers monde, dont la situation s'aggrave.

D'ailleurs, d'où pourrait provenir une amélioration générale ? Les industries les plus dynamiques sont fondées sur l'exploitation de populations qui viennent de la campagne et le régime ne met pas l'accent sur l'éducation. Même les meilleures universités de la capitale dispensent une formation de médiocre qualité et les étudiants ont un niveau faible. Comme le financement de l'éducation se fait au niveau du district, l'enseignement risque de périr de plus en plus dans les districts pauvres. De récentes études soulignent la déscolarisation croissante et s'il est vrai que le nombre d'étudiants augmente, beaucoup partent à l'étranger et ne reviennent pas travailler en Chine.

Il n'y a donc pas de miracle chinois, mais d'immenses problèmes structurels que le Parti communiste ne veut pas ou ne peut pas résoudre et qui risquent de compromettre l'avenir de la Chine.

Propos recueillis par B. La Richardais

Philippe Cohen et Luc Richard - *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?* Mille et une nuits. Prix franco : 15 €.



■ Mingong prêts à travailler pour 2 € par jour.

table dans l'économie mondiale. Tout simplement parce que le prix, donc le faible coût de la main d'œuvre demeure le principal atout de la compétitivité chinoise.

■ Royaliste : Quelle est la deuxième illusion ?

Philippe Cohen : C'est de croire que l'importation de produits chinois permet d'améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs occidentaux. Or ceux qui maîtrisent le processus des importations ne restituent pas forcément les économies de coûts qu'ils réalisent. Par exemple, lors de la récente levée des quotas d'importations des textiles chinois, les prix européens n'ont baissé que de 0,6 % alors que les produits chinois représentaient une baisse de 40 %. Ce sont les grands distributeurs européens qui captent les marges excep-

droits de l'homme et la démocratie. Mais, persuadés que le marché chinois représente une planche de salut pour la croissance mondiale, les dirigeants occidentaux ferment les yeux sur les mauvais traitements infligés au peuple chinois et l'absence de droit social.

Luc Richard : Au contraire, un rapport de la Confédération internationale des syndicats montre que, depuis que la Chine est entrée dans l'O.M.C., il y a eu un coup de frein quant aux libertés publiques en Chine.

Philippe Cohen : En réalité, la sociologie de la Chine décourage toute velléité de démocratisation : les paysans sont majoritaires, donc donner du pouvoir au peuple, c'est le donner aux 900 millions de Chinois qui vivent à la campagne. Or les paysans ne voteraient

Pour l'économie politique

Après le désastre théorique et pratique de l'ultra-libéralisme, Jacques Sapir présente, contre toutes les conceptions réductrices, un projet d'économie générale ⁽¹⁾ intégrant les grandes organisations sociales et fondé sur le rôle régulateur et dynamique des institutions politiques.

Dans ses deux précédents ouvrages, Jacques Sapir avait savamment démontré que la pensée économique dominante masquait l'échec théorique des économistes classiques et néo-classiques sous les mythes du marché et de la concurrence. Cette idéologie médiocre se serait depuis longtemps effondrée si des experts intéressés et parfois corrompus, déguisés en économistes compétents, n'occupaient pas la totalité de la scène médiatique (2).

Pauvre, fallacieuse, l'information surabondante des médias, aussi répétitive que les anciennes propagandes, n'a pas réussi à convaincre les citoyens, qui ont rejeté l'ultra-libéralisme lors du référendum du 29 mai. Ce point mérite réflexion, car l'échec pratique de la *communication* ultra-libérale souligne l'effondrement d'une collection de *concepts*, de *paradigmes* et de *modélisations* qui saturaient depuis des années l'espace public : dans la *société de l'information*, avec ses *signaux* envoyés aux *marchés*, ses *réseaux* multiples, son impératif de concurrence au plus bas prix, les *gourous* avaient proclamé la fin de l'histoire, le dépérissement de l'État et la mort des nations.

Seuls quelques mots et quelques bribes d'analyses empruntés à d'impressionnants ouvrages théoriques ont été

diffusés par le canal médiatique. Jacques Sapir s'emploie méticuleusement à les replacer dans leur champ idéologique, puis à soumettre cette proliférante production à une critique rigoureuse. Tout y passe : la théorie classique des préférences individuelles, qui appuie l'économisme orthodoxe ; les travaux récents sur l'économie de l'information ; les thèses sur les décisions individuelles et sur les règles collectives ; l'analyse des économies décentralisées ; les travaux du courant régulationniste...

Certains auteurs sont peu ou pas connus en France, hors les milieux spécialisés - par exemple Herbert Simon et George Stigler (deux théoriciens de l'information) ou encore G. Shackle, auteur d'un stimulant paradoxe sur l'incertitude croissante et normalement paralysante qui résulte des décisions décentralisées. Les ouvrages de Joseph Stiglitz sur les pratiques meurtrières des organisations financières internationales sont plus connus que ses thèses sur l'économie de l'information ; souvent évoqué depuis vingt ans, Hayek a été très peu lu alors qu'il a inspiré une bonne part du discours ultra-libéral...

Jacques Sapir expose et discute ces auteurs avec rigueur, sans oublier ceux dont il est proche à certains égards : no-

tamment Régis Boyer, théoricien de la régulation, ainsi que Michel Aglietta et André Orléan dont nous suivons attentivement les travaux. Les thèses psychologiques sommaires des libéraux ne sont pas moins durement mises en cause que l'anthropologie de René Girard - lui aussi familier aux lecteurs de *Royaliste*. La relecture de Schumpeter, de Marx et de Keynes est toujours stimulante. La réalité de la lutte des classes, mise en évidence par François Guizot, théoricien du libéralisme politique et inspirateur de Marx, est heureusement soulignée.

Cependant, je regrette que Jacques Sapir n'ait pas pris en considération l'œuvre de François Perroux, toujours féconde et très proche de la sienne propre dans son intention de construire une économie généralisée.

Contre le modèle de l'équilibre, et par l'observation des crises génératrices de dynamiques inattendues, Jacques Sapir se propose de concevoir une économie pour le nouveau siècle, procédant d'une méthode explicite et s'appuyant sur un ensemble de savoirs validés en vue d'une mise en œuvre effective, dont les effets seraient - seront - révolutionnaires.

Considérable, « *l'enjeu est donc bien une théorie générale articulant une théorie de l'acteur humain, une*

théorie de la prise des décisions, une dynamique des formes collectives et une théorie de l'interaction dans des temporalités différentes ». Le travail serait à mon sens facilité si, dans l'avenir, les escouades bavardes de psychosociologues médiocres étaient abandonnées au profit de philosophes (Aristote, Pascal, Hegel) qui ont pensé le pouvoir, la relation entre les personnes humaines, les ordres de justice, la dialectique...

La tâche est donc loin d'être accomplie, mais les principes de la reconstruction sont déjà établis. Au-delà de l'alternative grossière entre le plan (ou l'organisation) et le marché, il faut envisager une mise en cohérence des divers facteurs par le moyen des institutions démocratiques.

Jacques Sapir montre en effet que toute économie est une économie politique, placée sous l'égide du Politique. Au lieu de résoudre le problème de la cohérence des ensembles par des formules magiques (la *main invisible*), il est indispensable d'envisager l'activité économique en terme de pouvoir, de légitimité, de souveraineté, de justice, de liberté. Dès lors, la politique économique prend un sens nouveau, esquissé en conclusion (quant aux conditions du *juste échange*, quant à l'euro...) et développé dans un ouvrage qui vient de paraître (2).

Théoriciens ou praticiens, que les économistes se mettent sans tarder à l'école de Jacques Sapir.

Sylvie FERNOY

📖 (1) Jacques Sapir - « *Quelle économie pour le XXI^e siècle ?* », Odile Jacob, 2005, prix franco : 31 €.

📖 (2) Jacques Sapir - « *Les Trous noirs de la science économique* », Albin Michel, 2000, prix franco : 23 € ; « *Les Économistes contre la démocratie* », Albin Michel, 2002, prix franco : 23 €.

📖 (3) Jacques Sapir présentera son nouveau livre (*La fin de l'euro libéralisme*) aux Mercredis de la NAR, le 22 mars.

Le cas Edwy Plenel

Evocquer le cas Edwy Plenel, ce n'est évidemment pas, dans notre intention, prendre pour cible un journaliste sur lequel concentrer on ne sait quelle vindicte. Ce n'est ni notre déontologie, ni notre désir et la seule idée d'ériger une personne en bouc émissaire nous est tellement étrangère que nous renoncerions à toute polémique si elle s'apparentait à un règlement de compte. Seulement voilà, Edwy Plenel a joué un rôle singulier, pendant une dizaine d'années à la direction de la rédaction du *Monde*. Il lui avait donné un certain style, qui, à notre avis, a été contesté à bon droit. Il s'est trouvé contraint à un départ qui avait sans doute plus à voir avec la reprise en main managériale d'un quotidien qu'avec un désaccord de fond. Seulement, les choses se sont trouvées inextricablement mêlées, l'incontestable recentrement idéologique du *Monde* étant solidaire de la stratégie du groupe. À l'évidence Edwy Plenel n'était plus l'homme de la situation. Sans états d'âme, on voulait prendre congé de lui parce que sa posture idéologique était devenue inadéquate. Il fallait d'autres hommes, et de fait, une autre orientation de fond.

D'où l'ambiguïté foncière du débat post-recentrage. Sans jamais avoir été désavoué officiellement, Edwy Plenel est en mesure de s'ériger en accusateur de l'orientation actuelle de son ancien journal. Mais il se garde bien de mettre en cause – et même d'analyser sérieusement – la dépendance du *Monde* à des intérêts économiques hétérogènes. C'est quand même singulier de la part d'un homme formé depuis sa plus tendre jeunesse à un marxisme-trotskiste. Et cela suppose de sa part une étrange schizophrénie qui ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui. Il en fait l'aveu dans le petit livre apologétique qu'il vient de publier. Jamais il ne s'intéressa vraiment à la conduite de Jean-Marie Colombani en matière de gestion et de comptes. L'aveu tient en une simple phrase qu'il faut contextualiser. Lorsque après la publication de *La Face cachée du Monde*, le terrible ouvrage de Pierre Péan et Philippe Cohen, le débat fit rage, Edwy Plenel se refusa à répondre aux arguments qui concernaient le management Minc - Colombani : « *J'aurais pu habilement répondre que, n'en ayant aucunement la charge et n'en étant guère tenu informé, je n'en savais rien, ce qui aurait été l'exacte vérité.* » Mais voilà, cet aspect-là était secondaire, eu égard à la question de fond qui était l'orientation que lui Plenel avait donnée au journal. Pardon, mais ce n'est pas vrai ! On ne peut séparer les conditions économiques d'existence d'un journal de son orientation intellectuelle. Et si Edwy Plenel donne à croire que tel n'est pas le cas, c'est qu'il est encore la proie d'une illusion dans laquelle Jean-Marie Colombani l'a enfermé pendant dix ans !

Pendant dix ans, en effet, Plenel fut seul maître à bord – avec toutes les nuances qu'il voudra. Colombani lui permit tout ce qu'il voulut, et ce fut un tel bonheur pour lui qu'apparemment il ne chercha jamais à s'interroger sérieusement sur la fragilité de la conjoncture. C'était un dû, la reconnaissance obligée de son excellence personnelle et de sa rare indépendance à l'égard des puissances. Le procès nourri dont il fut l'objet en 2003, ne peut que le conforter

dans ses certitudes. On en voulait d'abord et principalement à sa façon de concevoir un journal et ses missions. De ce point de vue, Edwy Plenel est d'une incurable bonne foi, s'érigeant en statue du Commandeur ou en vestale indignée que des confrères se soient associés à l'entreprise de destruction de ce qui était le modèle absolu de la liberté journalistique : « *Ce fut un spectacle immense d'autodestruction et d'auto dénigrement, comme si le monde médiatique avait été saisi d'une maladie auto immune, qui, depuis, n'a cessé de se répandre. Il fallait renverser la statue du Commandeur, décréter que le meilleur était le pire, proclamer la duplicité de la sincérité, l'impureté de l'honnêteté et l'imposture de la franchise. Affirmer haut et fort que ce temple supposé du journalisme était tout sauf un journal : un nid d'espions, un repaire de mauvais Français, une officine de coups tordus, un commissariat de police (de la pensée), un bateau ivre, une institution totalitaire, un mauvais rêve, un nœud de vipères, une machine à haïr, une fabrique de faussaire, et j'en passe.* »

Tout cela est désarmant de franchise absolue, de candeur.

Edwy Plenel est tout sauf un cynique. Il est habité par la vertu révolutionnaire, sa morale se veut rigoureusement kantienne. Si on lui oppose quelques sorties de route manifestes et quelques procédés plutôt douteux, il protestera de sa rectitude d'intention. Aux purs tout apparaît pur, et les procédés douteux ne sont que les moyens contingents que la vertu transforme en honorables conduites. Pardon de cette ironie, mais il y a quelque chose de troublant dans une telle conscience sûre d'elle-même et que l'épreuve n'a pu que renforcer. Comment ne pas s'enfermer dans sa citadelle intérieure lorsqu'on est pris pour cible principale et que les gazettes titrent sur votre mise à mort ?

Désavoué, l'ancien directeur de la rédaction d'un quotidien encore prestigieux, apparaît désarmé. Il serait cruel d'insister sur sa vulnérabilité, en contraste avec sa puissance perdue, d'autant que l'homme, cultivé, sensible à l'extrême, recèle bien des contradictions. N'y avait-il pas dans son style d'animateur un mélange d'idéalisme et de dureté idéologique mâtiné de complaisances aux modes du jour si ce n'est aux égarements *people* ? Il y aurait beaucoup à dire de cette postérité du trotskisme militant, émancipée de la discipline groupusculaire mais pas vraiment libérée de ses réflexes profonds, grappillant ici ou là son ouverture à la culture et à la modernité, séduite tout autant par l'intransigeance de Péguy que par la métaphysique sociologique bourdieusienne quand ce n'est pas celle des *gender* et la police de la pensée gay. La discussion n'est guère facile avec cette famille d'esprits qui n'a pas renoncé à diviser le monde (réel) en deux, assimilant les hiérarques rouges d'une Chine encore totalitaire aux hiérarques tricolores qu'elle prétend soumettre au même harcèlement.

Le paradoxe a donc voulu qu'Edwy Plenel soit aux commandes du premier journal de ce pays tricolore auquel il prétendait, pour son bien, asséner de solides corrections, analyste redresseur implacable de la mémoire. C'était l'effet éphémère d'un caprice que notre système pouvait se permettre. Mis à la porte, avec l'élégance qui convient encore au dit système, que peut un homme réduit à ses propres forces ? Bien sûr il est obligé de se rétablir durement sur le sol de la presse d'industrie, et de méditer sur « *la victoire des normalisations économiques sur l'indépendance professionnelle* ». Il est bien tard lorsque, dix ans durant, on s'est persuadé que sa bulle d'illusion pouvait être la réalité durable d'une modernité rêvée.

par Gérard Leclerc



Edwy Plenel - « *Procès* », Stock, prix franco : 14,50 €.

Jean

Le vendredi 6 janvier, les Polonais de Paris et les amis français de la Pologne, réunis à la Bibliothèque polonaise de Paris, recevaient le prince Jean de France, duc de Vendôme.

La raison de cette rencontre cordiale ? Le voyage que le prince héritier fera en Pologne dans le courant de 2007.

Chaleureusement accueilli par M. Pierre Zaleski, président de la Société historique et littéraire polonaise et de la Bibliothèque polonaise, le prince Jean a prononcé une allocution fort appréciée : « Rien de ce qui est polonais n'est étranger à un Français », a-t-il déclaré. Évoquant les destinées de la France et de la Pologne, longtemps « parallèles mais trop éloignées », il s'est plu à souligner le bon accueil réservé à l'émigration polonaise par son ancêtre Louis-Philippe.

Maintenant que le souvenir de la guerre froide s'éloigne, « l'amitié entre la France et la Pologne doit pouvoir s'inscrire dans une géopolitique moderne », a poursuivi le prince Jean. Les deux nations, qui sont confrontées à des problèmes d'identité, ont tout avantage à se rapprocher pour réfléchir ensemble aux conditions d'une « juste liberté ».

C'est dans la perspective de ce dialogue que le prince héritier se rendra en Pologne : les voies et moyens d'un rapprochement économique – notamment entre petites et moyennes entreprises – seront également envisagés.

Judicieuses initiatives !

Yvan AUMONT

Au royaume du bonheur national brut

Entre Tibet et Inde, le Bhoutan est à la fois un vieux pays et un jeune royaume. Ou comment la monarchie dirige le pays sur la voie du Bonheur national brut.

Coincé entre la Chine, qui occupe le Tibet, et l'Inde, le royaume du Bhoutan n'a jamais été occupé et doit d'avoir préservé sa liberté à ses conditions géographiques particulières : à peine 150 km séparent la frontière sud de celle du nord. Sur cette courte distance, on passe de 100 à 7 300 m d'altitude, et de jungles impénétrables à une barrière de montagnes ! De plus, les vallées ne communiquent entre elles que par des cols qui peuvent atteindre 4 000 mètres.

Ce n'est qu'à partir du XVIII^e siècle que les Européens commencent à distinguer, sur leurs cartes, le Bhoutan du Tibet. Avec son voisin septentrional, le Bhoutan a toujours entretenu des relations étroites et complexes. Deux personnages venus du Nord sont importants dans l'histoire politique et religieuse du royaume. Au XIII^e siècle, Phajo Drugom Shig po plante l'école religieuse des Drupka Kagyupa dans les vallées de l'Ouest. En 1616, Ngawang Namgyal, éminent religieux tibétain, impose l'hégémonie politico-religieuse de son école et transforme les Vallées du Sud en État des Drukpa.

À des degrés moindres qu'avec le Tibet, le Bhoutan a noué des relations avec d'autres régions de l'Himalaya : le Sikkim, le Ladakh et le Népal. Les lieux saints de Katmandu sont à la fois lieu de pèlerinage et source d'inspiration artistique. L'Inde britannique ne soumettra jamais



■ S.M. Jigme Dorji Wangchuck.

les fiers guerriers bhoutanais (les archers sont particulièrement redoutables). Après la guerre des Duars, le traité de Sinchula (1865) fige la frontière sud du Bhoutan.

Pendant presque trois siècles, le Bhoutan jouit auprès des contrées qui adhèrent aux mêmes principes religieux d'un prestige lié à son régime théocratique. Mais au XIX^e siècle, ce système montre ses limites et se bloque. Des luttes internes pour le pouvoir opposent les factions d'un pays déjà cloisonné par le relief. Jigme Namgyal (1825 - 1881), issu de la petite noblesse devient peu à peu l'homme fort du pays. Il transmet à son fils, Ugyen Wangchuck (1862 - 1926) un pays pacifié. Ce dernier est élu roi en 1907 par une assemblée composée de chefs de districts et de hauts dignitaires religieux. Le pacte historique avec l'école bouddhique des Drukpa Kalyupa n'est pas remis en cause. Il n'y a toujours pas de séparation de l'Église et de l'État (aujourd'hui encore, les moines du clergé d'État partagent les dzongs - ou forteresses -

avec le pouvoir administratif laïc).

Sur les structures politiques, religieuses et sociales du Bhoutan, sur l'histoire du royaume, on lira avec intérêt l'ouvrage de Françoise Pommaret, *Le Bhoutan, au plus secret de l'Himalaya*. L'auteur y explique les raisons de l'attachement à la monarchie, manifesté par les Bhoutanais : « Le premier roi, Ugyen Wangchuck, s'est concilié les bonnes grâces des Britanniques et a sauvé son pays de la colonisation ; le second, Jigme Wangchuck, a évité une tentative d'annexion par l'Inde lors de son indépendance en 1947 ; le troisième, Jigme Dorji Wangchuck a transformé les structures de la société féodale... L'histoire est dans tous les esprits et l'attachement à la monarchie n'est pas feint. »

Aujourd'hui, sous la houlette du quatrième roi, Jigme Dorji Wangchuck, le pays a su relever un premier défi : « L'équilibre entre le développement matériel et le développement moral, concept que le roi a défini dans les années 1980 comme le Bonheur national brut (développement économique équitable et durable, conservation de l'environnement, préservation et promotion de la culture, bons principes de gouvernement) ». Le roi, quant à lui, fait procéder à une succession de réformes progressives pour doter le pays d'institutions modernes et démocratiques. C'est un deuxième défi.

Alain SOLARI

📖 Françoise Pommaret - « *Le Bhoutan, au plus secret de l'Himalaya* », Découvertes Gallimard, prix franco : 13,50 €.

MESSE LOUIS XVI

Comme tous les ans, la traditionnelle messe à la mémoire de Louis XVI, organisée à l'initiative du Cercle de l'Oeillet blanc, sera célébrée **le samedi 21 janvier à 12h15** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, Paris 1^{er}.

SESSION DE L'IFCCE

La prochaine session de politique appliquée aura lieu les **28 et 29 janvier** prochains dans la banlieue de Troyes à la La-Chapelle-Saint Luc. sur le thème :

« Vous avez dit "intégrer" ? »

Cette session est ouverte à tous mais **il est impératif de s'inscrire à l'avance**. Participation aux frais : 70 € comprenant l'hébergement et les repas.

Formulaire d'inscription en téléphonant (01.42.97.42.57) ou sur le site : <http://www.ifcce.fr.st>

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 1^{er} et 2 avril 2006. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 1^{er} avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La politique des transports en Europe"** et, d'autre part, **"La réforme du système monétaire"**

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

CHANSON

Vient de paraître (voir *Royaliste* n° 872) un CD avec de nouvelles interprétations de la célèbre chanson « *Vive Henri IV* » ainsi qu'une brochure, rédigée par François-Marin Fleutot, relatant l'histoire de cette chanson. Le disque et la brochure sont vendus au prix de 21 € (règlement à l'ordre de *Royaliste*).

Présentation détaillée et possibilité d'achat en ligne sur notre site

<http://www.narinfo.fr.st>

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

- ▶ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm.
- ▶ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.
- ▶ Fleur de lys (dorée ou vieux or) - 17 mm de haut.
- ▶ Fleur de lys dorée 13 mm.
- ▶ Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm de haut.
- ▶ Armoiries de Jeanne d'Arc (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.
- ▶ Blason de France (trois fleurs de lys or sur email bleu) - 10 mm de haut.
- ▶ Grandes Armes de France (email bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.
- ▶ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- ▶ Cœur chouan (email rouge sur fond blanc) - 15 mm.
- ▶ Guidon des armées vendéennes - 18 mm de haut.
- ▶ Sacré cœur sur drapeau royal (email rouge sur fond blanc fleurdelysé) - 11 mm.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 25 janvier** - Historien connu, auteur de nombreux livres qu'il vient régulièrement présenter à nos réunions, **Philippe DELORME** a eu la possibilité de s'entretenir longuement avec le comte de Paris peu de temps avant sa mort. De ces conversations dûment enregistrées, résulte un livre à tous égards passionnant : histoire d'une vie dans un siècle tragique ; histoire d'un engagement politique singulier, lourd de ruptures, riche de prémonitions ; histoire d'une relation avec la France et quelques-uns uns de ses grands hommes - d'abord avec le général de Gaulle. Cette histoire doit être gardée en « **Mémoire pour l'avenir** » car s'y dessinent des perspectives qui peuvent intéresser tous les Français. Quant aux royalistes, ils trouveront dans le livre de Philippe Delorme et au cours du débat que nous aurons avec lui, maints éclaircissements et révélations sur le rôle joué auprès du prince par la Nouvelle Action royaliste.

● **Mercredi 1^{er} février** - Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et rédacteur en chef de la revue *Le Débat*, **Marcel GAUCHET** est l'invité régulier de nos réunions depuis vingt ans. Nous sommes heureux de l'accueillir une nouvelle fois à l'occasion de la publication de l'ouvrage qu'il consacre à « **La condition politique** ». Contre l'idéologie dominante, qui rejette radicalement le pouvoir politique, contre la prophétie du dépérissement inéluctable de l'État, formulée par Karl Marx et reprise après le déclin du marxisme, contre la théorie d'une « post-modernité » qui serait nécessairement post-nationale, Marcel Gauchet montre que le politique est encore et toujours la condition première de l'existence des sociétés - tant il est vrai que *sans gouvernement le peuple se dissout*. La fameuse « perte des repères » est due à l'éclipse du politique, dont il nous faut retrouver l'intelligence afin de redonner sens au mouvement de l'histoire.

● **Mercredis 8 et 15 février** - Pas de conférence en raison des vacances d'hiver

● **Mercredi 22 février** - **Arnaud TEYSSIER** viendra nous présenter son dernier livre : « **Les enfants de Louis-Philippe et la France** »

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Pharaon le Petit

Nicolas Sarkozy n'a pas – n'a jamais eu de pensée politique. Il serait donc absurde de le créditer d'une quelconque réflexion sur notre Constitution.

Le président de l'UMP s'est contenté de lancer quelques formules destinées à montrer, dans tous les domaines, sa volonté de rupture. Le candidat à la présidence rompt effectivement avec la conception gaullienne mais ce serait trop lui accorder que de le ranger parmi les antigauillistes.

Il y avait naguère des antigauillistes raisonnés, qui défendaient le régime présidentiel ou le régime d'assemblée contre la monarchie élective instituée entre 1958 et 1962. Nous rejetions leurs arguments, sans nier que ces doctrines constitutionnelles puisaient loin dans l'histoire. Et puis il arrivait que les plus farouches des opposants aux institutions de la V^e République en viennent à reconnaître la raison d'être de la V^e République – qui leur permit de demeurer longtemps aux affaires. Ainsi François Mitterrand et ses amis socialistes...

Nicolas Sarkozy ne peut pas être rangé parmi ces antigauillistes parce qu'il ne peut s'opposer à ce qu'il ne connaît pas ni défendre ce dont il se moque : la tradition gaullienne authentique – le contraire du chiraquisme – la tradition de la droite parlementaire, respectueuse de la séparation des pouvoirs, la tradition de la gauche républicaine qui se réfère à un système de représentation nationale faiblement arbitré.

Plus de deux siècles de débats et d'expériences parfois tragiques sont aujourd'hui ignorés, ce qui n'est pas seulement fâcheux pour le candidat déclaré :

comme pour la plupart des oligarques, son dédain pour les idées politiques est le signe d'un parfait mépris des citoyens appelés à voter en 2007. Le peuple n'est pas digne d'être invité au débat et, d'ailleurs, un candidat n'a pas besoin de débattre : il suffit d'une bonne « communication », sous forme de slogans efficaces.

Cette conception aristocratique de l'action politique se manifeste dans les inepties proférées par le président de l'UMP. « *Plutôt qu'un président qui*



préside, je veux un président-leader » a-t-il fièrement déclaré. Étranger au lexique constitutionnel, le mot « *leader* » doit être traduit par chef – en l'occurrence Chef Suprême ou *Lider Máximo* si l'on tient à utiliser une langue étrangère.

De fait, la suite des propos de Nicolas Sarkozy montre que l'homme est partisan d'une présidence qui romprait totalement avec la lettre et l'esprit de la V^e République : ce Chef Suprême devra en effet « *s'engager non seulement sur les grandes options, mais aussi sur tout ce qui concerne la vie quotidienne des Français* ». Cette capacité d'intervention illimitée fait craindre une présidence omnipo-

tente et omnisciente qui détruirait notre architecture institutionnelle, déjà sérieusement ébranlée par le quinquennat : Nicolas Sarkozy dit clairement que le président de la République ne doit plus être un arbitre et que les pouvoirs du Premier ministre seront ceux d'un chef de cabinet qui « coordonne » l'action du gouvernement au lieu de la diriger – sans que l'hypothèse d'une cohabitation soit un instant envisagée.

S'esquisse ainsi un régime autoritaire dont la nature est masquée par une extension fictive des pouvoirs de la représentation nationale – devant laquelle le chef de l'État pourrait s'exprimer. En outre, le Parlement se verrait reconnaître le droit d'« *adopter des résolutions. C'est-à-dire des textes de portée politique non normatifs* ». Au mépris du peuple, s'ajoute le mépris des représentants de la nation, invités à faire des proclamations sans conséquences.

L'établissement de ce régime autoritaire impliquerait une réforme constitutionnelle portant sur l'article 5 (retrait de la référence à l'arbitrage) sur le premier alinéa de l'article 20 qui dispose que « *le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation* » et sur l'article 21 (« *Le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement* »).

Ayant fait sauter toutes les médiations, Pharaon le Petit disposerait alors des pleins pouvoirs sans que le peuple soit consulté sur cette dérive autocratique puisque le futur candidat a annoncé la suppression du référendum.

Inacceptable, le sarkozysme est cependant logique : seul un régime autoritaire peut réaliser le programme ultra-libéral dans sa totalité.

Bertrand RENOUVIN